

FICHES RESSOURCES

CAMPAGNE CITOYENNE



WWW.CENTRES-SOCIAUX.FR





L'EXTRÊME DROITE


AU POUVOIR,

ÇA DONNE QUOI ?



ON PEUT DÉCONSTRUIRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE, ON PEUT DÉTRICOTER SON PROGRAMME. MAIS L'EXTRÊME DROITE, CE N'EST PAS QUE DES MOTS.

ELLE EST DÉJÀ PRÉSENTE, ELLE VOTE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE, ELLE GOUVERNE CERTAINES MUNICIPALITÉS EN FRANCE, ET ELLE EST À LA TÊTE DE PAYS EN EUROPE ET DANS LE MONDE. POUR QUELS RÉSULTATS ?

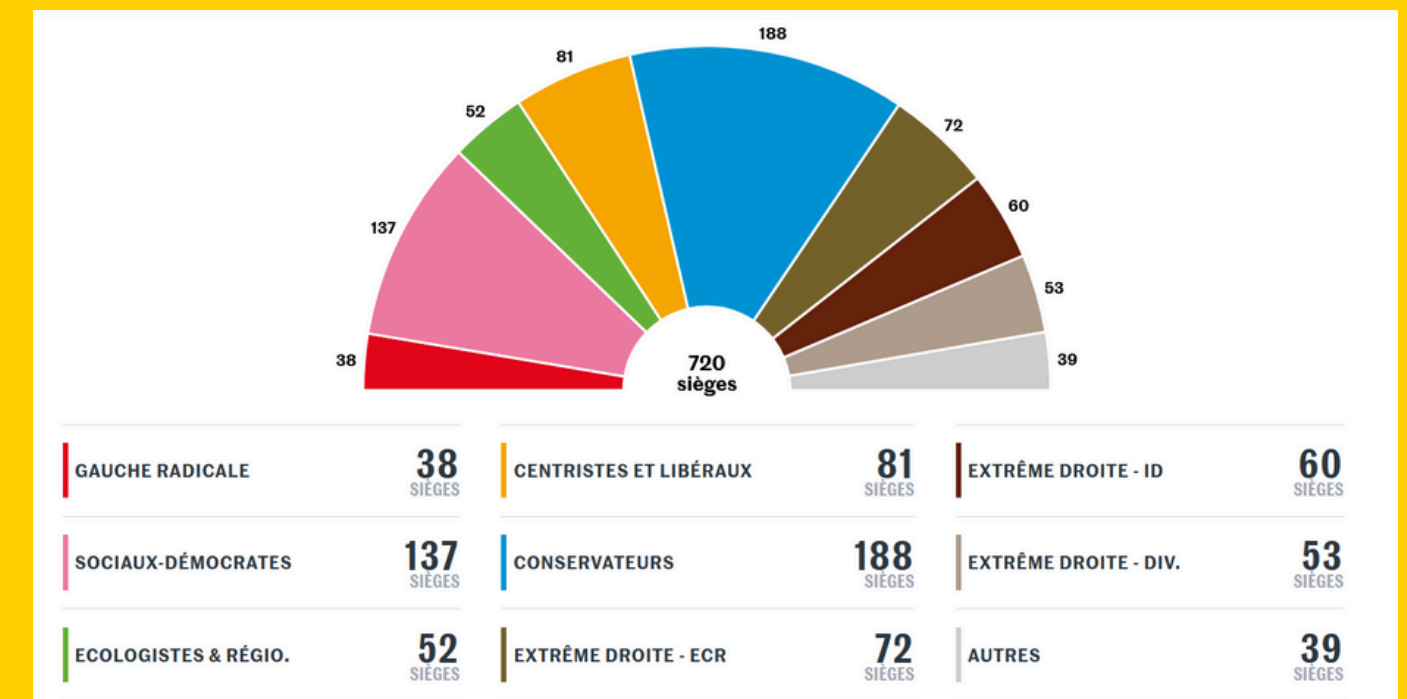


L'extrême droite... à l'Assemblée nationale et au Parlement européen

Trois sources pour voir et analyser les votes à l'Assemblée nationale :

- Une infographie simple et efficace effectuée par le syndicat Solidaires, qui nous rappelle que non, l'extrême droite n'est pas du côté des travailleurs [Lien](#) 
- Une analyse par Mediapart des votes de l'extrême droite depuis un an. Des votes qui vont dans tous les sens, au gré des opportunités politiques [Lien](#) 
- Vous voulez aller voir comment vote l'extrême droite sur des sujets qui vous touchent ? Vous pouvez consulter le site internet de données de l'Assemblée nationale, rubrique « votes Rassemblement National » [Lien](#) 

Et au Parlement Européen ? Les décodeurs du Monde ont réalisé en 2019 un résumé des votes de l'extrême droite française au parlement européen. Globalement, elle s'abstient ou vote contre l'écologie, les droits sociaux, les droits des femmes, la liberté de la presse... [Lien](#)



La Nouvelle répartition du parlement européen après les élections du 09 juin 2024



L'extrême droite... en Europe

L'extrême droite au pouvoir dans un pays européen, en 2024, on connaît déjà. Cela se passe en Italie, en Pologne, en Hongrie, avec des reculs en termes de libertés d'expression et associative, de droits des femmes et des minorités, et pour les travailleur.es. Un fil Instagram résume cela : [Lien](#) ✨



La suppression du revenu de citoyenneté par le gouvernement Meloni

Le revenu de citoyenneté est un dispositif qui avait été mis en place par le Mouvement 5 Etoiles en 2019, équivalente au RSA en France. Elle permettait à environ 1,8 million de ménages de toucher à peu près 550€ par mois pour vivre. Grâce à ce revenu, 1 millions de personnes ont pu sortir de la pauvreté selon l'ISTAT, l'institut statistique du pays. Georgia Meloni a supprimé au 1er janvier 2024 ce revenu de citoyenneté en les remplaçant par des chèques d'inclusions aux conditions et à l'usage plus strictes, dont une majorité des précédents bénéficiaires du revenu de citoyenneté n'auront pas droit. Une attaque sans précédent aux plus précaires dans le pays, dont les effets sur l'aggravation de la pauvreté se font sentir. Le prétexte principal évoqué pour cette suppression : ne pas favoriser « l'assistanat », sous-entendu que les pauvres le sont par leur faute.

make_sense ON EST PRÊT

L'italie

et le gouvernement de Giorgia Meloni

Circulaire demandant aux maires de ne plus transcrire les actes de naissance des enfants nés de GPA à l'étranger et ceux conçus par PMA par des couples homosexuels.

Concrètement

« Parmi les personnes concernées, il y a une petite fille de 6 ans. Si le tribunal décidait d'annuler la reconnaissance d'une de ses deux mères sur son acte de naissance, cette dernière aura besoin d'une **procuration pour aller chercher la fillette à l'école**, elle ne pourra **plus signer ses autorisations** de voyage scolaire ou ses demandes de vaccin. Plus simplement, **elle ne pourra plus voyager seule avec elle** ».

Il Post

make_sense ON EST PRÊT

La Hongrie

et le gouvernement de Viktor Orban

Adoption d'une loi interdisant la « propagande » de l'homosexualité et de la transition de genre auprès des mineurs. Interdiction de l'adoption aux couples de même sexe et inscription de la notion traditionnelle de « genre » dans la Constitution.

Concrètement

Les productions culturelles et les publicités évoquant la cause LGBTQIA+ ne sont plus autorisées, ou sous certaines contraintes.

Les programmes d'éducation sur le développement sexuel ne sont plus autorisés. Les enseignants ne devront plus faire « la promotion » de l'homosexualité devant leurs élèves.

La Constitution définit désormais la famille comme « fondée sur le mariage et la relation parents-enfants », où « **la mère est une femme, le père est un homme** ».

Le Monde

L'extrême droite... en Europe

Nous avons également eu des retours alarmants de partenaires européens de l'éducation populaire :

Témoignage de Giovanna Maciariello, présidente de l'association ARCI

Giovanna Maciariello, présidente de l'association ARCI, l'Association italienne de loisirs et de culture, une association italienne d'éducation populaire, nous livre un témoignage instructif et saisissant de la vie sous un gouvernement d'extrême droite. Entre accroissement des inégalités, remise en question du droit à l'avortement, l'augmentation des discours haineux et racistes... cette vidéo donne un bref aperçu de l'impact concret de la politique de Georgia Meloni.

[Visionnez la vidéo :](#)



Retour d'expérience d'acteurs de l'éducation populaire, suite à l'élection de Giorgia Meloni dans le cadre d'une formation CNAJEP.

Résumé : En mars 2024, dans le cadre de la formation du Cnajep, des participant·e·s se sont rendu·e·s à Rome, avec pour objectif de se questionner, et questionner nos partenaires italiens, sur les conséquences de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Meloni. Quelques unes de leurs rencontres :

- Casa dei Dritti Sociali (la Maison des droits sociaux), un « laboratoire de la cohésion sociale » à Rome, qui leur a raconté la dégradation des procédures d'accueil de migrants, la suppression d'un ensemble de services (assistance psychologique, cours d'italien...)
- Cristina Brugnano des Céméa del Mezzogiorno a évoqué la libération des paroles et actes racistes et xénophobes au quotidien
- Anna D'Auria, Membre de la FIMEM (Fédération Internationale des Mouvements d'École Moderne) a décrit l'imposition d'une vision de l'éducation basée sur la compétition et l'humiliation.

Ces récits, parmi d'autres, sont à retrouver ici : [Lien](#) 

L'extrême droite... en Europe

Témoignage de Zsuzsanna Molnár bénévole hongroise lors de la formation réalisée par la FCSF en amont de l'Assemblée Générale de Saint-Brieuc, le 6 juin 2024. [Lien](#) vers le récit écrit et [lien vidéo](#).



Résumé : « Mon pays est, de nouveau, devenu un pays autoritaire. » Pour en parler, Zsuzsanna Molnar a choisi la colère plutôt que les pleurs, « c'est plus productif ». Elle nous met en garde contre les glissements des ONG et associations qui acceptent, de plus en plus que leur rôle est de « faire ce que l'Etat veut ».

A partir de 2010 et l'élection d'Orban, la situation de la société civile s'est grandement dégradée. La Hongrie ne fonctionne pas comme une dictature ouverte, ces moyens de contrôle et de pression sont « plus insidieux » : campagnes de décrédibilisation de leurs adversaires, attaque médiatique et perquisitions des associations, contrôle drastique des financements étrangers et de l'U.E., etc.

Elle lance, pour finir, un cri du coeur : « **NE CHOISISSEZ PAS L'EXTREME DROITE POUR EXPRIMER VOTRE COLERE** », nous invite à rester fidèles et à défendre nos valeurs, et à combattre les mesures et les lois qui restreignent les libertés : « Si l'opportunité de la répression est là, le gouvernement en profitera tôt ou tard ».



L'extrême droite... dans les municipalités

L'extrême droite et les associations

Le monde associatif, et avec lui, une certaine idée de la liberté d'expression et de l'autonomie, est régulièrement la cible de l'extrême droite au pouvoir.

- Les associations sont mises au garde-à-vous
[Lien vers un article de Blast \(2024\)](#)
- Le monde de la culture est régulièrement ciblé
[Lien vers un article d'Alternatives économiques \(2024\)](#)
- Des subventions sont supprimées au motif que des associations ne seraient pas d'« intérêt général », ici la Ligue des Droits de l'Homme à Fréjus
[Lien vers un article de Libération \(2014\)](#)

A Hénin-Beaumont [SCANS D'ARTICLES A USAGE INTERNE, NE PAS DIFFUSER]

- L'Humanité, 09.04.2014
<https://www.humanite.fr/societe/ligue-des-droits-de-lhomme/la-ldh-premiere-cible-du-fn-a-henin-beaumont>
- Et
- La Voix du Nord, 08.10.2016
<https://www.lavoixdunord.fr/55759/article/2016-10-07/la-charte-ma-commune-sans-migrants-adoptee-au-conseil-municipal>

LIBERTÉS

La LDH, première cible du FN à Hénin-Beaumont

Peu après son élection à la mairie, le frontiste Steeve Briots a décidé de supprimer subvention et local à la Ligue des droits de l'homme, à qui il reproche d'avoir mené campagne contre lui.

Il n'aura pas tenu deux semaines. Steeve Briots, maire Front national de Hénin-Beaumont, a annoncé la fin de la subvention de 300 euros et de l'usage gratuit du local municipal octroyé à la Ligue des droits de l'homme. « Non seulement, aucun bail n'a été signé entre l'association d'extrême gauche et la mairie faisant de la LDH un occupant sans titre, mais, plus grave, ces subventions sont totalement illégales. (...) Que la bien-pensance s'y fasse : désormais la loi sera respectée à Hénin-Beaumont ! » clame-t-il dans un communiqué. A la prétendue illégalité, on pourrait opposer le principe simple de la démocratie. Mais peut-être est-ce trop demander à ce secrétaire général du Front national dont l'endroit de la respectabilité a déjà commencé à se craqueler...

Joint par téléphone, Alain Pruvot, le président de la LDH d'Hénin-Carvin et de la fédération départementale LDH du Pas-de-Calais, a appris la nouvelle par les médias, hier matin. Pas vraiment surpris car « Steeve Briots, lors de son investiture, avait précisé qu'il respecterait les droits de l'homme mais sans la LDH. M. Briots veut donner des gages à ses électeurs mais il se trompe d'adversaire, nous ne sommes pas une machine de guerre anti-FN. C'est à l'institution républicaine et citoyenne qu'il s'attaque. Les associations qui promeuvent la mémoire sont inquiètes, il régit ici un grand trouble ».

Situé à quelques mètres de la mairie, le local vitré de la LDH symbolise non seulement une vigilance de tous les instants

face à l'extrême droite, mais aussi un lieu de ressource, accueillant les personnes privées de droits ou les victimes de maltraitements. « Nous ouvrons notre espace à tous ceux qui en ont besoin, nous faisons de l'aide administrative, nous orientons vers d'autres services et puis, dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté, nous organisons chaque année un concours de poésie avec les établissements scolaires », détaille Alain Pruvot.

Qu'importe, Steeve Briots a bâti son argumentaire sur le manque de neutralité politique de la LDH, la jugeant « partisane et politique ». Inadmissible, rétorque David Noël, secrétaire PCF de la section d'Hénin-Beaumont et conseiller municipal. « La LDH n'est pas un club de tueur, c'est une association qui, depuis sa créa-

tion, en 1898, en pleine affaire Dreyfus, défend les valeurs de la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Défend les droits de l'homme au sens le plus noble du terme. » De son côté, Alain Pruvot assume ses positions. « Au second tour, nous avons appelé à contre le front national. C'est notre responsabilité citoyenne. Et nous le refferons, sans hésiter, lors des européennes. »

Dès hier matin, le maire (UDI) de Hénin-Beaumont, a proposé à la LDH de l'héberger dans un local gratuitement. « A cause de tout ça, une solidarité s'est déclenchée, ce qui prouve qu'on continuera à se battre sans déserrer le terrain. »

IXCHEL DELAPORTE

La charte « Ma commune sans migrants » a été adoptée

Petit ordre du jour pour le conseil municipal d'Hénin qui s'est tenu ce vendredi matin. En fin de séance, au moment des motions, a été présentée la charte faite-maison « Ma commune sans migrants », qui a été adoptée.

PAR ANNA MORELLO
henin@lavoixdunord.fr

HÉNIN-BEAUMONT. Ça n'est pas une surprise, la charte « Ma commune sans migrants » imaginée il y a quelques semaines par Steeve Briots a été présentée en fin de séance. Dans un brouhaha complet. Pour la Ville, il s'agit d'affirmer haut et fort son refus d'accueillir des migrants (en perspective du démantèlement du camp de Ca-

lais, entre 7 000 et 10 000 personnes) ou de participer de près ou de loin à leur accueil. Or, la préfecture a déjà annoncé il y a une dizaine de jours qu'aucun centre d'accueil ne serait installé dans le Département, qu'un recours serait déposé contre ce texte pour montrer que « vous ne

représentez pas l'opinion de tous les Héninois. »

« Si c'est la Ville-donc les Héninois-qui paie vos frais de justice, pourquoi pas pour les élus d'opposition ? »

► **Des sous pour les commerces** Laurent Bricot a expliqué qu'un fond de concours « vitrines » avait été lancé par la Ville. Objectif : « rendre le centre plus attractif » en aidant les commerçants à rénover leurs façades. Quatre commerces y ont fait appel, les subventions ont été versées ce vendredi à l'unanimité. Pour 10 000 € de travaux, compta 3 500 € d'aide. Pour 5 000 €, compta 2 500 € d'aide. L'occasion pour la majorité de la Ville. Une action en diffamation est engagée, et le maire a sollicité par les élus héninois de quoi faire soutenir l'opposition, qui a rappelé combien la majorité était présente sur les réseaux sociaux, avec souvent des commentaires injurieux voire menaçants des internautes. Cette délibération (E33) a vauté les mérites du projet en termes de mobilité des



Après Beaucarre fin septembre, la charte faite-maison « Ma commune sans migrants » a été adoptée ce vendredi matin à Hénin.

encore moins à Hénin, et ce par décision préfectorale. Du coup, inutile cette charte ? Steeve Briots : « C'est un principe de prudence. » Voilà pour le contexte... Sur le terrain des idées, l'opposition a exprimé un refus clair de cette charte « indigne » selon Stéphane Filpowitz (PS). David Noël (NC) a dressé un bilan de la guerre en Syrie, des morts civils sous les bombes ou en mer, concluant, en substance, qu'un recours serait déposé contre ce texte pour montrer que « vous ne

représentez pas l'opinion de tous les Héninois. »

« Si c'est la Ville-donc les Héninois-qui paie vos frais de justice, pourquoi pas pour les élus d'opposition ? »

► **Des sous pour les commerces** Laurent Bricot a expliqué qu'un fond de concours « vitrines » avait été lancé par la Ville. Objectif : « rendre le centre plus attractif » en aidant les commerçants à rénover leurs façades. Quatre commerces y ont fait appel, les subventions ont été versées ce vendredi à l'unanimité. Pour 10 000 € de travaux, compta 3 500 € d'aide. Pour 5 000 €, compta 2 500 € d'aide. L'occasion pour la majorité de la Ville. Une action en diffamation est engagée, et le maire a sollicité par les élus héninois de quoi faire soutenir l'opposition, qui a rappelé combien la majorité était présente sur les réseaux sociaux, avec souvent des commentaires injurieux voire menaçants des internautes. Cette délibération (E33) a vauté les mérites du projet en termes de mobilité des

Au fil des délibérations

► **Justice : qui doit payer ?** La majorité a voté une délibération visant à accorder la « protection fonctionnelle des agents », à « deux policiers manipulant (...) me-nues-à-mort dans l'exercice de leurs fonctions » et son appui. Une action en justice est engagée, c'est donc la Ville qui prendra les frais inhérents à sa charge. Autre délibération pour la « protection fonctionnelle » des élus. Cette fois, c'est le maire qui s'estime diffamé par un blogueur politique lequel écrit que Steeve Briots a acheté une voiture de luxe au compte de la Ville. Une action en diffamation est engagée, et le maire a sollicité par les élus héninois de quoi faire soutenir l'opposition, qui a rappelé combien la majorité était présente sur les réseaux sociaux, avec souvent des commentaires injurieux voire menaçants des internautes. Cette délibération (E33) a vauté les mérites du projet en termes de mobilité des

habitants, d'amélioration de la qualité de l'air, de desserte... mentionnant deux besoins, l'un sur le tracé « qu'il est possible de faire évoluer », l'autre sur l'impact pour les commerçants. Pour le maire, le conseil, c'est le prix « Un pari de 400 M€. Or, la priorité n'est pas de réviser le centre commercial de Lavin à celui de Nouelles-Godault » comme proposé par le tracé actuel « mais de désenclaver l'A1. (...) Et la Ville devrait prendre beaucoup des coûts à sa charge (...) Je ne souhaite pas voter contre, parce que le RHNS peut être un bon projet, mais je ne veux pas non plus donner un blanc-seing au SMT à cause du financement. » a indiqué S. Bricot. « En plus, le projet actuel ne crée une pénurie de stationnements ; alors que ce fait un an qu'on leur dit (au SMT) que des terrains rue Pirel sont à vendre, qu'ils pourraient les acheter pour créer du parking mais ils ne bougent pas. » La majorité s'est abstenue. ► **Nous méritons sur études joints abotés en conseil dans une prochaine édition.**

L'extrême droite... dans les municipalités

L'extrême droite et les centres sociaux

Les centres sociaux, plus précisément, peuvent être la cible des attaques d'élus FN, devenu RN, lorsque celui-ci arrive au pouvoir localement. Récit issu de l'expérience dans deux villes R.N. :

Bruay la Buisnière

Le centre social PartÂges à Bruay la Buisnière a fermé définitivement ses portes le 17 avril 2024

L'association avait obtenu un agrément de 4 ans en janvier 2020. Lors des dernières élections municipales, Ludovic Pajot (RN) est élu maire de la commune avec 52% des voix. Il prend ses fonctions en juillet 2020. À partir de ce moment là, les liens avec le centre social se compliquent notamment en raison de baisses de subventions continues, qui aboutissent en novembre 2023 à l'annonce d'un arrêt total de soutien financier et d'un refus de la municipalité de reconduire une convention d'objectifs avec l'association.

Cette absence de convention implique l'arrêt total des subventions municipales à l'association ainsi que la fin de la mise à disposition de locaux. Le centre social qui compte alors 1 376 adhérents est contraint d'arrêter totalement son activité.

Le mercredi 17 avril 2024, la liquidation judiciaire de la structure est prononcée et l'ensemble du personnel salarié est licencié.

[Lien vers l'article du journal local « L'abeille de la Ternoise »](#)

L'extrême droite... dans les municipalités

Fréjus

Fréjus, 2014 - 2023, neuf années de harcèlement et d'affaiblissement des centres sociaux de la ville

Emmanuel Bonnemain, opposant local, explique la démarche de la municipalité d'extrême droite de la manière suivante : « David Rachline supprime les associations, soit en sucrant des subventions, soit en ne mettant pas de salles à disposition, et il les remplace par des alliés ou des affidés. »

Depuis l'arrivée de David Rachline à la mairie en 2014, les trois centres sociaux de Fréjus ont fermé. La première année de son élection, l'édile avait fermé le centre social du quartier de Villeneuve, l'accusant d'être « un centre socialiste ». Le centre social de de la Gabelle a suivi en 2016. Dès 2014, le centre social de l'Agachon lui sera déménagé d'un lieu à l'autre au gré des exigences de la Ville, rendant déjà bien compliqué le travail de terrain et coûtant l'agrément au centre social en 2016 (pour le récupérer en 2019).

De nombreux épisodes comme celui de la suspension des subventions de la Ville aux deux centres sociaux suite à une affiche annonçant la distribution de repas « à toutes personnes dans le besoin », durant la période de Ramadan, ont émaillé les relations entre la municipalité et les centres sociaux.

En avril 2016 un article de Libération fait état de cette destruction des centres sociaux par l'extrême droite : « Le plan de destruction massive des centres sociaux est sur le point d'aboutir : le centre social de Villeneuve–les Tournesols ne doit sa survie qu'à la détermination de son équipe de bénévoles et de salariés. Le centre social de l'Agachon passera au tribunal le 22 avril pour dissolution. Et le troisième et dernier centre social de la Gabelle essaye de stabiliser une difficile situation, dans un quartier où le sujet religieux a été le seul moteur de la municipalité FN depuis son arrivée. Quel triste bilan pour les républicains... Quelle logique implacable pour l'extrême droite en responsabilité ! Réussir jour après jour la mise à mort des seules structures offrant une politique éducative populaire dans le silence assourdissant des services de l'Etat. »

L'extrême droite... dans les municipalités

Enfin, le dernier équipement a été mis en liquidation judiciaire en novembre 2023.

A l'époque, le maire avait eu ces mots pour se féliciter du destin du centre social de l'Agachon dans Var-Matin : « Je me réjouis de la fermeture de ce centre. Il était particulièrement mal géré par des amateurs. »

Au sujet de la fermeture du centre social Agachon en 2023 , l'adjointe au logement, allait elle dans le même sens en indiquant à Médiapart : « Les difficultés financières sont dues à la très mauvaise gestion budgétaire. Le résultat d'aujourd'hui incombe donc de l'unique responsabilité de l'association et de sa présidente. »



WWW.CENTRES-SOCIAUX.FR

CAMPAGNE.CITOYENNE@CENTRES-SOCIAUX.FR